



Conseil économique et social

Distr. générale
24 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par Ethiopian World Federation, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

L'Ethiopian World Federation estime qu'il est indispensable de prendre en main le problème de l'accaparement effréné de terres qui touche les populations autochtones du monde entier avant d'entamer toute discussion réaliste des problèmes d'emploi, de travail décent et de développement solidaire dans les économies émergentes d'Afrique, du Bassin du Pacifique et d'Amérique du Sud. Les sociétés traditionnelles de ces pays émergents reposant essentiellement sur l'agriculture, la pêche et l'élevage sont contraintes de se transformer, sous la pression des investisseurs, pour rejoindre le marché mondial axé sur l'industrie, le commerce et la technologie, ce qui plonge les populations autochtones dans la précarité qu'engendrent le capitalisme et le commerce moderne où l'argent est roi.

L'hypothèse qui préside au débat sur l'emploi, le travail décent et le développement sans distinction ni exclusion est qu'une économie fondée sur le commerce et l'industrie a pour avantage de civiliser et moderniser les autochtones. Au contraire, lorsque vous privez les personnes d'accès à la terre, vous leur assurez une vie de misère. Il faut être clair: l'investissement est différent de l'aide.

Le néocolonialisme qui consiste à accorder en priorité aux intérêts et/ou aux investisseurs étrangers les droits à la terre et à l'eau qui appartiennent aux autochtones a des répercussions néfastes sur la situation sociale, économique et politique. Les seuls gagnants sont les investisseurs, qui s'emparent de millions d'hectares de terres, des droits aux dernières eaux cristallines du monde et d'une main d'œuvre illimitée au coût le plus faible qui soit.

Quel gouvernement du monde "développé" accepterait de telles inégalités en matière d'accès et de partage de la terre et de l'eau dans son propre pays?

Il est universellement reconnu que l'accès à la terre est le premier antidote à la pauvreté. Les piètres conditions sociales et économiques des Africains de toute la diaspora, encore à ce jour, sont une conséquence directe de la société de plantation dans laquelle les esclaves africains et leurs enfants étaient privés de droits fonciers. En raison de l'actuelle mainmise des multinationales et des investisseurs étrangers multimillionnaires sur les terres, ces économies sous-développées opèrent un virage de 360 degrés pour revenir au servage. En Afrique, on assiste à l'apparition de citoyens de deuxième classe, qui se distinguent par leur race, la couleur de leur peau et l'absence de biens, ce qui n'est pas sans rappeler l'expérience des descendants d'esclaves africains en Amérique.

Le fait que les grandes puissances mondiales et les organisations internationales assistent comme spectateurs tout en affectant de ne pas voir ces problèmes revient à contribuer à l'appauvrissement de ces populations. La plupart des institutions internationales soulignent le fait que les pays sous-développés ont besoin de plus d'aide afin de générer des emplois, du travail et un développement sans laissés pour compte. L'Ethiopian World Federation s'inscrit en faux, compte tenu du copinage et de la mauvaise utilisation qui est faite d'une grande partie de cette aide, ce qui implique que l'aide ne parvient pratiquement jamais au citoyen ordinaire. L'ingérence dans la politique étrangère du gouvernement bénéficiaire, la politique intérieure et les normes sociales est également en cause. Il importe de respecter la souveraineté et l'autodétermination.

Le monde ne peut pas se permettre de régresser vers un modèle de type apartheid sud-africain, dans lequel les propriétaires de la terre, africains, devaient avoir des permis de circuler simplement pour se déplacer, sinon ils risquaient la prison.

Il faut que la communauté internationale élabore un ensemble de processus et de procédures convenus au niveau international qui permettent d'octroyer et de surveiller efficacement l'aide et les investissements de façon à faire échec à la politique pratiquée pour la défense d'intérêts personnels et veiller à ce que les fonds soient dépensés pour servir au mieux les intérêts des citoyens les plus démunis.
